



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES du
Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique**

RAPPORT FINAL

JUIN 2013

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I. SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT	5
1.1.CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....	5
1.2.CONSTATS D'AUDIT	7
1.2.1 Echantillon	7
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	8
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière	10
1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense	10
1.3.RECOMMANDATIONS	10
1.3.1. Recommandations sur le dispositif.....	10
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés	11
1.3.2.1 Marchés par entente directe	11
1.3.2.2 Marchés sur DRP	11
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	12
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	12
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	13
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	15
VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	16
4.1.ETAPES DE LA MISSION	16
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	17
4.2.1.La Préparation de la mission	17
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	18
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	19
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	20
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE	21
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	21
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE	23
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	23
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	23
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	23
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	25
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	26
5.2.2. La Commission des Marchés	26
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	26
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	26
5.4. MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	27
VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	28
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	28
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE	61
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	69
VII. RECOMMANDATIONS.....	70
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES	70
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES	70

7.2. 1. <i>Recommandations relatives aux Marchés par entente directe</i>	70
7.2. 2. <i>Recommandations relatives aux DRP</i>	71
7.2.3. <i>Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés</i>	71
7.2.4. <i>Recommandations relatives au classement et à l'archivage</i>	72
VIII. ANNEXES	73
ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON	74
ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION	77
ANNEXE 3 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	78

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MHCH	Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
PVR	Procès-Verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par le **PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le **PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES** du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du **PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES** du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique se présentent comme suit :

- **Non exhaustivité de l'Arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés**

L'Arrêté n° 000314/MHCH/DAGE du 05 janvier 2011 comprend des omissions du fait que le représentant du PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique et le suppléant, ne sont pas désignés de façon nominative ; les membres de la cellule n'ont pas signé la Charte d'Ethique et de Transparence, conformément aux articles 35 à 38 du Décret n° 2010-1188 du 13 septembre 2010 portant Code des marchés Publics. La composition de la Commission n'obéit pas aux dispositions de l'Arrêté n° 011588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes.

- **Rapport annuel de la cellule de passation des marchés non mis à disposition**

Le rapport annuel que la Cellule passation des marchés doit établir, conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011, ne nous a pas été transmis.

- **Système d'archivage inopérant**

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances qui résident dans leur dispersion et l'absence de centralisation dans la Cellule de passation des marchés. Par ailleurs, les documents liés à l'exécution des marchés, tels que les procès-verbaux de réception et les paiements, ne sont pas classés.

- **Non-respect par la Cellule de Passation des Marchés des attributions qui lui sont dévolus**

Des lettres d'attribution de marchés ont été signées par le Responsable de la Cellule de passation des marchés, en violation des articles 27 et 35 qui fixent les attributions respectives de la Personne responsable des marchés et de la Cellule de Passation des Marchés.

- **Registre des marchés**

Le MHCH ne dispose pas de registre des marchés, en violation de l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

1.2.Constats d'audit

1.2.1 Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics.

Nous avons constaté que les trois (03) marchés de prestations intellectuelles annoncés dans les statistiques transmises par le Coordonnateur du Projet, ne nous ont pas été transmis.

Les six (06) marchés par entente directe ont été passés en revue, parmi eux nous avons trois (03) marchés de prestations intellectuelles.

54,16 % des marchés sur DRP, ont été passés en revue, ce qui correspond à 26 marchés sur un total de 48.

Toutefois, nous émettons des réserves sur l'exhaustivité des marchés présentés par le PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique, du fait des recoupements suivants, que nous avons effectués sur des demandes d'avis adressées à la DCMP sur des avenants, alors que les marchés principaux ne figurent pas dans les statistiques transmises par le Projet. Il s'agit des deux avenants suivants :

- **Avenant accordé par la DCMP alors que le marché afférent ne figure pas dans les statistiques transmises**

Par lettre N° 001067 MEF/DCMP/5 du 09 mars 2012, la DCMP a donné son ANO pour un avenant de 51 860 410 F CFA TTC avec l'entreprise DA ROSA, attributaire du marché T/0349/11 du 21 avril 2011, concernant la réalisation d'un réseau gravitaire entre le bassin de Wakhinane Nimzath et le lac Tiourour;

- **Avenant dont la demande a fait l'objet d'échanges avec la DCMP alors que le marché afférent ne figure pas dans les statistiques transmises**

Par lettre N° 001582 MEF/DCMP/10 du 01.^{er} avril 2012, la DCMP demande des informations complémentaires avant de donner son avis sur le projet d'avenant de cent vingt-neuf millions neuf cent seize mille trente-trois Francs CFA (129 916 033 F CFA), en rapport avec le marché

N° T 0830/11 du 11 août 2011 avec l'entreprise HABITAT pour un montant de six cent vingt-trois millions six cent trente-cinq mille soixante-quatorze Francs CFA (623 635 074 F CFA), relatif aux travaux de drainage des eaux pluviales de SICAP-MBAO par la réalisation de caniveaux, suite à l'autorisation du PM N° 00281/PM/SGG/SP du 16 mars 2011, de passer un marché par entente directe.

Rappel des seuils applicables au PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Aucune autre information ne nous a été donnée, concernant les procédures de passation du marché, de signature, d'approbation, d'immatriculation, de notification, d'enregistrement, d'exécution technique et financière.

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue :

➤ **Sur les Marchés par entente directe**

- Les références de l'avis défavorable de la DCMP ne sont pas mises à disposition ;
- L'imputation budgétaire et les conditions de paiement ne sont pas indiquées ;
- L'urgence invoquée pour les marchés relatifs aux **travaux de drainage des eaux pluviales de Dalifort vers la mer via des ouvrages de franchissement sous les rails et la route de Rufisque** et aux **travaux de drainage des eaux pluviales de Keur Massar village et Aïnoumani**, n'est pas avérée du fait que la notification du Premier Ministre a fixé le début

des travaux le 20 mars 2011 et leur réception le 30 juin 2011, au plus tard, pour des raisons d'urgence impérieuse. En réalité, le marché a été approuvé le 11 août 2011 et l'ordre de service de démarrage délivré le 05 septembre 2011. Aucun procès-verbal de réception n'a été mis à notre disposition ;

- L'urgence invoquée pour les marchés relatifs au contrôle et à la supervision des Travaux de drainage des eaux pluviales vers la mer à Dalifort, au contrôle et à la supervision des travaux de drainage des eaux pluviales, la réalisation de nouveaux canaux et la réhabilitation d'anciens canaux à la SICAP MBAO et au contrôle et à la supervision des travaux de drainage des eaux pluviales de Keur Massar village et Ainoumadi vers le lac Mbeubeuss et la forêt de Mbao, n'est pas avérée du fait que la notification du Premier Ministre a fixé le début des travaux le 20 mars 2011 et leur réception le 30 juin 2011, au plus tard, pour des raisons d'urgence impérieuse. En réalité, le marché de travaux afférent a été approuvé le 11 août 2011.
- Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables ne sont pas fournies, à des fins de contrôle des prix, en violation de l'article 76 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Défaut de souscription des polices d'assurance, conformément aux clauses 7.3 des CCAG ;
- Défaut de mise à disposition des procès-verbaux de réceptions provisoire et définitive, conformément aux clauses 41 et 42 des CCAG.

➤ **Sur les Demandes de renseignements et de prix**

- Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ;
- Les lettres d'invitation ne précisent pas les spécifications techniques requises ainsi que les délais d'exécution ;
- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat, pour les marchés sur DRP ayant atteint les seuils ;
- Il n'y a pas de traces matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues en violation de l'article 78-2 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des attributions des marchés sur le site des marchés publics ;
- Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en

violation de l'article 78-1 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;

- Même pour les commandes de travaux complexes demandant une évaluation qui prend du temps, la Commission des marchés procède à l'attribution provisoire directement à l'ouverture des plis sans commettre une commission d'évaluation des offres.

1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière

Nous émettons des réserves sur l'exécution financière des marchés sous revue au niveau du **PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES** du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique, du fait du manque d'exhaustivité des informations financières fournies par la Comptabilité et l'absence de fiches des immobilisations.

1.2.4. Constats sur la matérialité de la dépense

Pour des raisons de défaut de fiches d'immobilisations et d'informations financières et comptables disponibles, nous émettons des réserves sur la matérialité des dépenses effectuées par le **PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES** du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique.

1.3.Recommandations

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 6 du présent rapport. Elles comportent des recommandations portant notamment sur les points suivants:

1.3.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- Rendre exhaustif l'Arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés ;
- Etablir avant le 31 mars de chaque année le Rapport annuel de la cellule de passation des marchés non mis à disposition ;
- Elaborer un système d'archivage opérant ;

- Etablir une charte précisant les attributions des structures intervenant dans le dispositif organisationnel des marchés publics du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique ;
- Mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

1.3.2.1 Marchés par entente directe

Nous recommandons, pour les marchés par entente directe de respecter les diligences suivantes :

- Nous recommandons de respecter les dispositions de l'article 76-2 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics, sur la procédure à suivre en cas d'urgence impérieuse, suite à un rejet de la DCMP et une notification du Premier Ministre ;
- Nous recommandons de joindre les références de la lettre de rejet émise par la DGCMP, la saisine du Premier Ministre par l'Autorité contractante et la correspondance du Premier Ministre qui certifie par notification écrite à l'ARMP que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement, conformément à l'article 76-2 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Par ailleurs, nous recommandons de soumettre les entreprises à un contrôle des prix spécifiques durant l'exécution des prestations, conformément à l'article 76-7 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- Enfin, nous recommandons de faire souscrire les polices d'assurance, conformément aux clauses 7.3 des CCAG ;
- Enfin, nous recommandons de procéder aux réceptions provisoire et définitive, en établissant des procès-verbaux, conformément aux clauses 41 et 42 des CCAG.

1.3.2.2 Marchés sur DRP

Nous recommandons de prendre connaissances et d'appliquer les dispositions du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de la Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;

- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d’instruction aux soumissionnaires ;
- Les lettres matérialisant l’information des candidats dont les offres n’ont pas été retenues ;
- La publication de l’attribution du marché sur le site des marchés publics ;
- La séparation entre les moments d’ouverture des offres et d’attribution des marchés ;
- La signature des procès-verbaux par l’ensemble des membres de la Commission des marchés.

Par ailleurs, nous recommandons que la notification de l’attribution soit signée par la Personne Responsable de Marchés et non par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L’article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l’Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l’ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d’exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l’ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l’exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu’elle transmet également aux autorités ».

C’est en application des dispositions précitées que l’ARMP entreprend cette année, comme elle l’a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l’exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;

- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ; la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non

éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1.Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation /couverture budgétaire ;

- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;

- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que

pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision / expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges sur la base des décisions de l'ARMP concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;

- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le Décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;

- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP

- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1. *Audit de la passation des marchés*

Marché par Entente Directe (non numéroté) :

Description	Travaux de drainage des eaux pluviales de Dalifort vers la mer via des ouvrages de franchissement sous les rails et la route de Rufisque
Financement	BCI : 248 895 532 F CFA SONATEL : 201 200 400 F CFA
Date d'autorisation	16 mars 2011
Attributaire	BOOLOO
Date du contrat	11 août 2011
Date d'Ordre de service de démarrage	Non précisée
Montant du marché	449 895 532 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Le marché par entente directe a été attribué à l'entreprise BOOLOO, suite à une saisine du Premier Ministre par l'Autorité contractante, après un avis défavorable de la DCMP. Le Premier Ministre, par lettre en date du 16 mars 2011, a certifié par notification écrite à l'ARMP que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement pour des raisons tenant à la protection des personnes et des biens, à une catastrophe naturelle, technologique ou sanitaire, conformément à l'article 76 du Décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Par lettre N° 003574/MEF/DCMP/38 du 5 août 2011, la DCMP a donné son avis de non objection pour la passation d'un avenant au marché, sans en préciser le montant.</p>	

Non conformités	<p>. – Les références de l’avis défavorable de la DCMF ne sont pas mises à disposition</p> <ul style="list-style-type: none"> - L’imputation budgétaire et les conditions de paiement ne sont pas indiquées ; - L’urgence invoquée n’est pas avérée du fait que la notification du Premier Ministre a fixé le début des travaux le 20 mars 2011 et leur réception le 30 juin 2011, au plus tard, pour des raisons d’urgence impérieuse. En fait, le marché a été approuvé le 11 août 2011 et aucun procès-verbal de réception n’a été mis à notre disposition. - Des références de paiements sur les comptes du Trésor public ont été fournies pour un montant de 212 853 715 F CFA TTC au titre du BCI. Les documents des paiements faits par la SONATEL ne sont pas fournis. Aucune information n’a été fournie sur le paiement de l’avance de démarrage prévue à l’article 4 du marché. - Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables ne sont pas fournies, à des fins de contrôle des prix, en violation de l’article 5 du marché. <ul style="list-style-type: none"> - L’Attestation d’assurance des risques causés à des tiers n’est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.2 des CCAG - L’Attestation d’assurance des accidents du travail n’est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.3 des CCAG - L’Attestation d’assurance couvrant les risques de chantier n’est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.4 des CCAG - L’Attestation de la responsabilité décennale n’est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.5 des CCAG - Défaut de mise à disposition des procès-verbaux de réceptions provisoire et définitive, conformément aux clauses 41 et 42 des CCAG
------------------------	--

Marché par Entente Directe N° T 031/11

Description		Travaux de drainage des eaux pluviales de Keur Massar village et Aïnoumani
Financement		BCI
Date d'autorisation		16 mars 2011
Attributaire		Babacar Diop Travaux Publics et Transport "B.D.T.P."
Date du contrat		11 août 2011
Date d'ordre de service de démarrage		5 septembre 2011
Montant du marché		598 992 662 F CFA TTC
Date de réception		Pas de PV de réception
<p>Le marché par entente directe a été attribué à l'entreprise Babacar Diop Travaux Publics et Transport "B.D.T.P.", suite à une saisine du Premier Ministre par l'Autorité contractante, après un avis défavorable de la DCMP. Le Premier Ministre, par lettre en date du 16 mars 2011, a certifié par notification écrite à l'ARMP que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement pour des raisons tenant à la protection des personnes et des biens, à une catastrophe naturelle, technologique ou sanitaire, conformément à l'article 76 du Décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Par lettre N° 003574/MEF/DCMP/38 du 5 août 2011, la DCMP a donné son avis de non objection pour la passation d'un avenant au marché, sans en préciser le montant.</p>		
Non conformités		<ul style="list-style-type: none"> - Les références de l'avis défavorable de la DCMP ne sont pas mises à disposition - L'imputation budgétaire et les conditions de paiement ne sont pas indiquées; - L'urgence invoquée n'est pas avérée du fait que la notification du Premier Ministre a fixé le début des travaux le 20 mars 2011 et leur réception le 30 juin 2011, au plus tard, pour des raisons d'urgence impérieuse. En réalité, le marché a été approuvé le 11 août 2011 et l'ordre de service de démarrage délivré le 5 septembre 2011. Aucun procès-verbal de réception n'a été mis à notre disposition. - Des références de paiements sur les comptes du Trésor public ont été fournies pour un montant de 393 735 140 F CFA TTC au titre du BCI. Les documents des paiements faits par la SONATEL ne sont pas fournis. - Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables ne sont pas fournies, à des fins de contrôle des prix, en violation de l'article 5 du marché. - Défaut de mise à disposition des procès-verbaux de réceptions provisoire et définitive, conformément aux clauses 41 et 42 des CCAG

Marché par Entente Directe T 0348/11

Description	Travaux de réalisation d'un dispositif de pompage et de l'aménagement du Lac Wouye
Financement	BCI
Date d'autorisation	
Attributaire	GECOM INDUSTRIES
Date du contrat	21 avril 2011
Date d'Ordre de service de démarrage	Non précisée
Montant du marché	818 282 800 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
Le marché par entente directe a été attribué à l'entreprise GECOM INDUSTRIES	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> . – Les références de l'avis de la DCMP ne sont pas mises à disposition - L'imputation budgétaire et les conditions de paiement ne sont pas indiquées ; - Aucun document attestant de paiement, n'a été fourni. - Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables ne sont pas fournies, à des fins de contrôle des prix, en violation de l'article 5 du marché. - L'Attestation d'assurance des risques causés à des tiers n'est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.2 des CCAG - L'Attestation d'assurance des accidents du travail n'est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.3 des CCAG - L'Attestation d'assurance couvrant les risques de chantier n'est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.4 des CCAG - L'Attestation de la responsabilité décennale n'est pas mise à disposition, en violation de la clause 7.3.5 des CCAG - Défaut de mise à disposition des procès-verbaux de réceptions provisoire et définitive, conformément aux clauses 41 et 42 des CCAG

Marché par Entente Directe N° C 0377/11

Description		Contrôle et supervision des Travaux de drainage des eaux pluviales vers la mer à Dalifort
Financement		BCI
Date d'autorisation		16 mars 2011
Attributaire		GEAI
Date du contrat		Non précisée
Date d'Ordre de service de démarrage		Non précisée
Montant du marché		69 300 000 F CFA TTC
Date de réception		Pas de PV de réception
<p>Le marché par entente directe a été attribué au Bureau BET GAI, suite à une saisine du Premier Ministre par l'Autorité contractante, après un avis défavorable de la DCMP. Le Premier Ministre, par lettre en date du 16 mars 2011, a certifié par notification écrite à l'ARMP que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement pour des raisons tenant à la protection des personnes et des biens, à une catastrophe naturelle, technologique ou sanitaire, conformément à l'article 76 du Décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics</p>		
Non conformités	<p>.- Le Premier Ministre a autorisé le marché par entente directe avec le Bureau BET GAI, alors que le Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique a passé le marché avec le cabinet GEAI.</p> <p>- Les références de l'avis défavorable de la DCMP ne sont pas mises à disposition</p> <p>- L'imputation budgétaire et les conditions de paiement ne sont pas indiquées ;</p> <p>- L'urgence invoquée n'est pas avérée du fait que la notification du Premier Ministre a fixé le début des travaux le 20 mars 2011 et leur réception le 30 juin 2011, au plus tard, pour des raisons d'urgence impérieuse. En réalité, le marché de travaux afférent a été approuvé le 11 août 2011.</p> <p>- Le cumul des décomptes payés (70 632 000 F CFA) dépasse le montant total du marché (69 300 000 F CFA)</p> <p>- Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables ne sont pas fournies, à des fins de contrôle des prix, en violation du Code des Marchés Publics.</p>	

Marché par Entente Directe N° C 0378/11

Description	Contrôle et supervision des travaux de drainage des eaux pluviales, la réalisation de nouveaux canaux et la réhabilitation d'anciens canaux à la SICAP MBO
Financement	BCI
Date d'autorisation	16 mars 2011
Attributaire	GEAI
Date du contrat	Non précisée
Date d'Ordre de service de démarrage	16 mars 2012
Montant du marché	93 750 000 F CFA TTC
Date de réception	Pas de PV de réception
<p>Le marché par entente directe a été attribué au Bureau SACI, suite à une saisine du Premier Ministre par l'Autorité contractante, après un avis défavorable de la DCMP. Le Premier Ministre, par lettre en date du 16 mars 2011, a certifié par notification écrite à l'ARMP que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement pour des raisons tenant à la protection des personnes et des biens, à une catastrophe naturelle, technologique ou sanitaire, conformément à l'article 76 du Décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les références de l'avis défavorable de la DCMP ne sont pas mises à disposition - L'imputation budgétaire et les conditions de paiement ne sont pas indiquées ; - L'urgence invoquée n'est pas avérée du fait que la notification du Premier Ministre a fixé le début des travaux le 20 mars 2011 et leur réception le 30 juin 2011, au plus tard, pour des raisons d'urgence impérieuse. En réalité, le marché de travaux afférent a été approuvé le 11 août 2011. - A l'exception d'un ordre de paiement de 21 667 500 F CFA TTC, aucun autre document de règlement n'a été fourni - Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables ne sont pas fournies, à des fins de contrôle des prix, en violation du Code des Marchés Publics.

Marché par Entente Directe N° C 0376/11

Description		Contrôle et supervision des travaux de drainage des eaux pluviales de Keur Massar village et Ainoumadi vers le lac Mbeubeuss et la forêt de Mbao
Financement		BCI
Date d'autorisation		16 mars 2011
Attributaire		GEAI
Date du contrat		Non précisée
Date d'Ordre de service de démarrage		Notification le 10 mai 2011
Montant du marché		90 000 000 F CFA TTC
Date de réception		Pas de PV de réception
<p>Le marché par entente directe a été attribué au Bureau BET GAI, suite à une saisine du Premier Ministre par l'Autorité contractante, après un avis défavorable de la DCMP. Le Premier Ministre, par lettre en date du 16 mars 2011, a certifié par notification écrite à l'ARMP que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement pour des raisons tenant à la protection des personnes et des biens, à une catastrophe naturelle, technologique ou sanitaire, conformément à l'article 76 du Décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics.</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le Premier Ministre a autorisé le marché par entente directe avec le Bureau BET GAI, alors que le Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique a passé le marché avec le cabinet GEAI. - Les références de l'avis défavorable de la DCMP ne sont pas mises à disposition - L'imputation budgétaire et les conditions de paiement ne sont pas indiquées ; - L'urgence invoquée n'est pas avérée du fait que la notification du Premier Ministre a fixé le début des travaux le 20 mars 2011 et leur réception le 30 juin 2011, au plus tard, pour des raisons d'urgence impérieuse. En réalité, le marché de travaux afférent a été approuvé le 11 août 2011. - Aucun document attestant des règlements n'a été fourni - Les pièces justificatives attestant de la transmission des informations financières et comptables ne sont pas fournies, à des fins de contrôle des prix, en violation du Code des Marchés Publics. 	

➤ **Sur les Demandes de renseignements et de prix**

DRP n°1 Travaux de drainage et de pompage des eaux de pluie des quartiers de la commune de Joal

Description	Marchés
Date d'invitation	03/08/2011
Date de dépôt des offres	10/08/20011
Attributaire	GIE DAROU HALIMOUL KHABIR
Date du bon de commande	19/08/2011
Date du contrat	18/08/2011
Montant du marché	23 045 400 F CFA TTC
Date de réception	01/09/2011
<p>Cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GIE DAROU HALIMOU KHABIR 23 045 400 F CFA TTC • TECHNIQUES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES 24 197 670 F CFA TTC • GIE AMAR INVESTING 24 986 500 F CFA TTC • GIE AMAR INVESTING 23 625 134 F CFA TTC • SENEGAL ENTREPRISE KAMOU 23 506 308 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation envoyée aux candidats sélectionnés ne précise pas les délais d'exécution ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - La charte de prise de connaissance signée par le technicien membre de la commission n'a pas été mis à notre disposition ;

**DRP n°2 Travaux d'entretien du réseau d'assainissement eaux pluviales
de Ngor Virage et de Yoff rahnar**

Description		Marchés
Date d'invitation		25/04/2011
Date de dépôt des offres		08/06/2011
Attributaire		GIE RICHARD
Date du bon de commande		17/06/2011
Date du contrat		15/06/2011
Montant du marché		23 676 700 F CFA TTC
Date de réception		28/07/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • DABAKH CONSTRUCTION 24 153 125 F CFA TTC • GIE RICHARD 23 676 700 F CFA TTC • ETS-SARL 23 739 250 F CFA TTC • BEUT SET 23 962 142 F CFA TTC • BDTP 23 862 550 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - L'invitation n'est pas faite de façon simultanée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - La charte de prise de connaissance signée par le technicien membre de la commission n'a pas été mise à notre disposition ; 	

**DRP n°3 Travaux opérations de pompage et d'hydrocurage
des eaux de la cite Fayçal vers les niayes**

Description	Marchés
Date d'invitation	05/08/2011
Date de dépôt des offres	12/08/2011
Attributaire	EDEN
Date du bon de commande	23/08/2011
Date du contrat	22/08/2011
Montant du marché	23 010 000 F CFA TTC
Date de réception	06/09/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> BETTY BATIMENT MULTI- SERVICES 23 080 800 F CFA TTC GETRADIS 24 072 000 F CFA TTC EDEN 23 010 000 F CFA TTC GUISE BECAYE ETS 24 190 000 F CFA TTC ETABLISSEMENT AIDA 24 278 000 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les dates de réception des lettres d'invitation envoyées aux candidats sélectionnés ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - La charte de prise de connaissance signée par le directeur du projet n'a pas été mis à notre disposition ;

DRP n°4 Travaux de réalisation de tranchées drainantes au quartier Darou Salam 4
YEMBEUL Nord dans le cadre du Plan Jaxaay

Description		Marchés
Date d'invitation		28/06/2011
Date de dépôt des offres		05/07/2011
Attributaire		GIE JAPPANTE
Date du bon de commande		20/07/2011
Date du contrat		19/07/2011
Montant du marché		18 411 363 F CFA TTC
Date de réception		03/08/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • TAIF ENTREPRISE 19 727 299 F CFA TTC • TSMA SARL 19 468 053 F CFA TTC • CCS 21 286 787 F CFA TTC • GIE JAPPANTE 18 411 363 F CFA TTC • ZAL MULTISERVICES 19 266 639 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les dates de réception des lettres d'invitation envoyées aux candidats sélectionnées ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - La charte de prise de connaissance signée par le directeur du projet n'a pas été mise à notre disposition ; 	

DRP n° 05 Travaux d'entretien et de curage du canal de l'ENA

Description		Marchés
Date d'invitation		25/04/2011
Date de dépôt des offres		08/06/2011
Attributaire		HABITAS Matériaux
Date du bon de commande		17/06/2011
Date du contrat		15/06/2011
Montant du marché		22 862 500 F CFA TTC
Date de réception		19/07/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • HABITAT Matériaux 22 862 500 F CFA TTC • SENERS'O 23 718 000 F CFA TTC • TAS-TOP-ALU-SYSTEMS 24 381 700 F CFA TTC • GESERCOM 23 151 600 F CFA TTC • STAR COM DIS 23 903 800 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
Non conformités		<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - La charte de prise de connaissance signée par le Directeur du projet n'a pas été mise à notre disposition ;

DRP n° 06 Opération de Pompage du lac Thiourour et d'hydro curage de zones inondées de quartiers de Pikine, Guédiawaye et Keur Massar

Description		Marchés
Date d'invitation		31/05/2011
Date de dépôt des offres		14/06/2011
Attributaire		GROUPOO
Date du bon de commande		23/06/2011
Date du contrat		21/06/2011
Montant du marché		14 809 000 F CFA TTC
Date de réception		25/08/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • GROUPOO SARL 14 809 000 F CFA TTC • LES 3 TAMARINS 14 897 500 F CFA TTC • KHILAS CONSTRUCTION 14 868 000 F CFA TTC • ETRA GEP 14 927 000 F CFA TTC • ENTREPRISE BOOLO 14 975 000 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - La charte de prise de connaissance signée par le directeur du projet n'a pas été mis à notre disposition ; 	

DRP n° 07 travaux de réalisation de fosses drainants, remblais et pose de passerelles dans la commune d'arrondissement de Tivaouane Diack Sao km 16 route de Rufisque

Description		Marchés
Date d'invitation		15/07/2011
Date de dépôt des offres		22/07/2011
Attributaire		GPS
Date du bon de commande		25/07/2011
Date du contrat		25/07/2011
Montant du marché		22 631 928 F CFA TTC
Date de réception		09/08/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • GROUPE DE PRESTATION ET DE SERVICE 22 631 928 F CFA TTC • ECTASE-TALIB SUARL 23 681 656 F CFA TTC • GESCOM 24 979 184 F CFA TTC • EPSILON 24 299 692 F CFA TTC • SENEPRES SARL 23 421 584 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La transmission des lettres d'invitation n'a pas été faite de façon simultanée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - La charte de prise de connaissance signée par le directeur du projet n'a pas été mis à notre disposition ; 	

DRP n°08 travaux de drainage et d'évacuation des eaux pluviales à Tivaouane Peulh

Description		Marchés
Date d'invitation		18/08/2011
Date de dépôt des offres		25/08/2011
Attributaire		SENEGAL SALUBRITE SELLAL
Date du bon de commande		02/08/2011
Date du contrat		02/08/2011
Montant du marché		24 308 000 F CFA TTC
Date de réception		19/09/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • SIMPEX SARL 24 588 250 F CFA TTC • SENEGAL SALUBRITE SELLAL 24 308 000 F CFA TTC • AFRIC TRADING 24 713 330 FCFA TTC • PROCOM 24 934 135 F CFA TTC • IPS 24 821 300 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les dates de réception des lettres d'invitation par les candidats sélectionnés ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Le technicien membre de la commission n'a pas signé la charte de prise de connaissance ; 	

DRP n° 09 : travaux de réalisation de fosses drainants, remblais et pose de passerelles dans la commune d'arrondissement de Tivaouane Diack Sao km 16 route de Rufisque

Description		Marchés
Date d'invitation		22/09/2011
Date de dépôt des offres		29/09/2011
Attributaire		SEYSOUGOU
Date du bon de commande		10/10/2011
Date du contrat		07/10/2011
Montant du marché		24 381 160 F CFA TTC
Date de réception		24/10/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> SEYSOUGOU SERVICES GIE DAROU HALIMOU KHABIR TECHNIQUES INDUSTRIELLES & COMMERCIALES COM-PR-IM ETS SAGAR 		24 381 160 F CFA TTC 24 964 080 F CFA TTC 24 459 630 F CFA TTC 24 712 150 F CFA TTC 24 972 930 F CFA TTC
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; Le technicien membre de la commission n'a pas signé la charte de transparence ; 	

DRP n°10 Travaux de réalisation de drainage et de pompage des eaux de pluie des quartiers de la commune de dagana dans le cadre du plan jaxaay

Description		Marchés
Date d'invitation		04/08/2011
Date de dépôt des offres		11/08/2011
Attributaire		GIE DAROU HALIMOUL Khabir
Date du bon de commande		22/08/2011
Date du contrat		19/08/2011
Montant du marché		23 033 600 F CFA TTC
Date de réception		05/09/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • GIE DAROU HALIMOUL Khabir 23 033 600 F CFA TTC • ETS SAGAR 24 257 260 F CFA TTC • KRAMEX GIE 24 485 000 F CFA TTC • ETS KEBE & FRERES 24 205 340 F CFA TTC • TECHNIQUES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES 23 880 840 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités constatées	<ul style="list-style-type: none"> - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

**DRP n°11 travaux de réalisation de fosses drainants, remblais et pose de buses et de passerelles,
digues de protection en sacs de sable dans la commune d'arrondissement de Mbao**

Description		Marchés
Date d'invitation		18/08/2011
Date de dépôt des offres		25/08/2011
Attributaire		GPS
Date du bon de commande		05/09/2011
Date du contrat		02/09/2011
Montant du marché		24 339 624 F CFA TTC
Date de réception		14/09/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GPS 24 339 624 F CFA TTC • MBEYAME ENTREPRISES 24 560 118 F CFA TTC • SIMA ROG 24 890 448 F CFA TTC • IBRAHIMA NDIAYE 24 783 398 F CFA TTC • ARDO SERVICES 24 956 254 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

**DRP n°12 travaux de pompage et fourniture de produits phytosanitaires
à la cite millionnaire**

Description		Marchés
Date d'invitation		31/01/2011
Date de dépôt des offres		07/02/2011
Attributaire		DAROSA
Date du bon de commande		08/02/2011
Date du contrat		08/02/2011
Montant du marché		19 265 860 F CFA TTC
Date de réception		23/02/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • DAROSA 19 256 860 F CFA TTC • SECOMDIS 19 964 420 F CFA TTC • TECHNIK SENEGAL 19 799 928 F CFA TTC • SUD CONSTRUCTION 19 777 980 F CFA TTC • E/SE ALHAMDOULILAH 19 872 380 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Une seule lettre d'invitation a été mise à notre disposition ; - Les dates de réception des lettres d'invitation ne sont pas précisées ; - La lettre d'invitation envoyée à chaque candidat sélectionnés ne précise pas les autres candidats sélectionnés ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Les lettres notification envoyées aux soumissionnaires non sélectionnés ne sont pas mises à notre disposition ; - Le technicien membre de la commission n'a pas signé la charte de transparence ; 	

**DRP n° 13 travaux d'entretien du canal du CICES et de réalisation de bassin
et de canaux de drainage d'eaux pluviales a ouest foire**

Description		Marchés
Date d'invitation		25/05/2011
Date de dépôt des offres		08/06/2011
Attributaire		DABAKH CONSTRUCTION
Date du bon de commande		17/06/2011
Date du contrat		15/06/2011
Montant du marché		24 309 180 F CFA TTC
Date de réception		Non indiqué
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • DABAKH CONSTRUCTION 24 309 180 F CFA TTC • GIE BAYE SA WAR 24 332 780 F CFA TTC • EG. MAR ET FILS 24 347 766 F CFA TTC • ECAV SARL 24 358 504 F CFA TTC • BDTP 24 338 738 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Le procès-verbal de réception définitive n'a pas été mis à notre disposition ; 	

DRP n°14 travaux de faucardage de la mare des maristes, de construction de dalles pour motopompes et d'ouvrages de franchissement sous chaussées du 25 mai 2011

Description		Marchés
Date d'invitation		25/05/2011
Date de dépôt des offres		08/06/2011
Attributaire		DABAKH CONSTRUCTION
Date du bon de commande		17/06/2011
Date du contrat		15/06/2011
Montant du marché		23 682 600 F CFA TTC
Date de réception		29/07/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • DABAKH CONSTRUCTION 23 682 600 F CFA TTC • GIE BAYE SA WAR 24 555 800 F CFA TTC • ETS AMADOU MBODJ 24 577 040 F CFA TTC • LES 3 TAMARINS 24 669 080 F CFA TTC • TAY ENTREPRISE 24 017 220 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

DRP n°15 travaux de drainage des eaux pluviales de keur mbaye fall

Description		Marchés
Date d'invitation		18/07/2011
Date de dépôt des offres		29/07/2011
Attributaire		7 SEVEN SARL
Date du bon de commande		05/08/2011
Date du contrat		04/08/2011
Montant du marché		23 718 000 F CFA TTC
Date de réception		29/08/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • Q .A SERVICES SARL 24 030 700 F CFA TTC • SOCTIS-SUARL 24 688 550 F CFA TTC • E.G.C 24 348 120 FCFA TTC • 7 SEVEN SARL 23 718 000 F CFA TTC • COM-BAT SERVICES 24 992 400 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation par les candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché. 	

DRP n°16 travaux de drainage des eaux pluviales par la réalisation de tranchées et le pompage des points bas à Sicap Mbao dans le cadre du plan Jaxaay

Description		Marchés
Date d'invitation		16/06/2011
Date de dépôt des offres		24/06/2011
Attributaire		LES 3 TAMARINS
Date du bon de commande		27/06/2011
Date du contrat		27/06/2011
Montant du marché		24 139 850 F CFA TTC
Date de réception		01/07/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BEUT SET 24 157 550F CFA TTC • GIE DEVELOPPEMENT INTEGREE NDOMBO 24 718 050 F CFA TTC • ETRA_GET 24 143 390 FCFA TTC • LES 3 TAMARINS 24 139 850 F CFA TTC • AB PRODUCTS 24 646 020 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne précise pas les autres candidats sélectionnés ; - La date de réception des lettres d'invitation par les candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Les lettres notification envoyées aux soumissionnaires non sélectionnés ne sont pas mises à notre disposition ; 	

DRP n°17 travaux de démolition d'impenses et de puges de points bas à medina gounass

Description		Marchés
Date d'invitation		13/06/2011
Date de dépôt des offres		20/06/2011
Attributaire		GIE SERVICE PLUS
Date du bon de commande		29/06/2011
Date du contrat		28/06/2011
Montant du marché		22 839 140 F CFA TTC
Date de réception		06/07/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • TAIF ENTRPRISE 24 407 238 F CFA TTC • GIE JAPPANTE 23 863 140 F CFA TTC • GIE SERVICE PLUS 22 839 490 FCFA TTC • ZAL MULTISERVICES SARL 23 863 140 F CFA TTC • CCS 24 942 545 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation par les candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Le technicien membre de la commission n'a pas signé la charte de transparence. 	

DRP n°18 travaux de curage et d'entretien du canal de l'ASENA NGOR

Description		Marchés
Date d'invitation		03/08/2011
Date de dépôt des offres		10/08/2011
Attributaire		AFCOP SUARL
Date du bon de commande		19/08/2011
Date du contrat		18/08/2011
Montant du marché		23 010 000 F CFA TTC
Date de réception		01/09/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • AFCOP SUARL 23 010 000 F CFA TTC • SEPROCOT 24 529 250 F CFA TTC • EDEN 23 600 000 FCFA TTC • SOCO TP SARL 23 499 700 F CFA TTC • ETS TOUBA DAROU SALAM 23 364 000 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation par les candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

DRP n°19 travaux d'entretien de la station et du bassin de la zone de captage

Description		Marchés
Date d'invitation		24/06/2011
Date de dépôt des offres		08/07/2011
Attributaire		OZE SUARL
Date du bon de commande		19/08/2011
Date du contrat		14/07/2011
Montant du marché		21 035 860 F CFA TTC
Date de réception		04/08/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CCS 24 608 900 F CFA TTC • BATISS 24 013 000 F CFA TTC • ECBCV 23 494 000 F CFA TTC • OZE SUARL 21 035 860 F CFA TTC • VICAS SARL 25 048 450 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation envoyées aux candidats sélectionnés n'est pas matérialisée sauf pour le candidat EGBCV ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

**DRP n° 20 travaux de drainage des eaux pluviales de Thiaroye gare commune
d'arrondissement de Thiaroye gare**

Description		Marchés
Date d'invitation		19/07/2011
Date de dépôt des offres		26/07/2011
Attributaire		M M ENTREPRISE
Date du bon de commande		18/08/2011
Date du contrat		16/08/2011
Montant du marché		21 181 000F CFA TTC
Date de réception		17/10/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> WALO CONSTRUCTION 22 243 000 F CFA TTC GIE KHALIFA ABABACAR SY 23 010 000 F CFA TTC SHADIA ENTREPRISE 22 313 800 FCFA TTC M M ENTREPRISE 21 181 000F CFA TTC KHILASS CONSTRUCTION 22 974 600 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation envoyées aux candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Le technicien membre de la commission n'a pas signé la charte de transparence ; 	

**DRP n° 21 travaux de réalisation d'un drain et de remblais au quartier biafra
de thiaroye gare dans le cadre du plan jaxaay**

Description		Marchés
Date d'invitation		18/07/2011
Date de dépôt des offres		25/07/2011
Attributaire		OZE SUARL
Date du bon de commande		02/08/2011
Date du contrat		01/08/2011
Montant du marché		19 950 850F CFA TTC
Date de réception		12/08/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • OZE SARL 19 950 850 F CFA TTC • ZAL MULTISERVICES SARL 23 967 128 F CFA TTC • COMPAGNIE DE COMMERCE ET DE SERVICES 23 356 802 F CFA TTC • BATISS CONSTRUCTION 24 833 454 F CFA TTC • VICAS SARL 23 961 965 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation envoyées aux candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

**DRP n° 22 travaux de réalisations de tranchées drainantes des eaux pluviales
de keur mbaye fall**

Description		Marchés
Date d'invitation		22/07/2011
Date de dépôt des offres		29/07/2011
Attributaire		UNIVERS SERVICES
Date du bon de commande		02/08/2011
Date du contrat		01/08/2011
Montant du marché		19 118 950 F CFA TTC
Date de réception		19/08/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • EBNIC 20 850 600 F CFA TTC • UNIVERS SERVICES 1 19 118 950 F CFA TTC • SITRAV 23 092 600 F CFA TTC • WALO NDER 21 824 100 F CFA TTC • GROUPOO SARL 20 956 800 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation envoyées aux candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation envoyée aux candidats ne précise pas les autres candidats mis en concurrence ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - Le procès-verbal d'ouverture des plis ne mentionne pas les cinq soumissionnaires mais aussi le montant des offres - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

**DRP n° 23 travaux de drainage et de pompage des eaux pluviales
à yeumbeul bene baraque et gazon**

Description		Marchés
Date d'invitation		10/08/2011
Date de dépôt des offres		24/08/2011
Attributaire		LIN SHI INTERNATIONAL
Date du bon de commande		06/09/2011
Date du contrat		31/08/2011
Montant du marché		19 470 000 F CFA TTC
Date de réception		19/08/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • LIN SHI INTERNATIONAL 19 470 000 F CFA TTC • NIANG ENTREPRISE 20 532 000 F CFA TTC • GIE DENDEYE ENTREPRISE 20 737 000 F CFA TTC • MOUNA SUARL 21 181 000 F CFA TTC • GIE AND LIGUEYE SOPE C.A. KHOUDOUSS 21 782 800 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; - Le technicien membre de la commission n'a pas signé la charte de transparence ; 	

**DRP n° 24 travaux de réalisation de tranchées drainantes
et pompage de points bas a yeumbeul malika**

Description		Marchés
Date d'invitation		10/08/2011
Date de dépôt des offres		24/08/2011
Attributaire		GIE DENDEYE
Date du bon de commande		23/09/2011
Date du contrat		21/09/2011
Montant du marché		17 700 000 F CFA TTC
Date de réception		09/10/2011
cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :		
<ul style="list-style-type: none"> • GIE DENDEYE 17 700 000 F CFA TTC • ETS NOUVEL HORIZON 22 066 000 F CFA TTC • GIE AND LIGUEYE SOPE C.A. KHOUDOUSS 19 175 000 F CFA TTC • ETRA GEP 18 585 000 F CFA TTC • MAGOU ENTREPRISE 18 290 000 F CFA TTC 		
Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ; 	

**DRP n° 25 travaux de drainage des eaux pluviales de diameguene sicap mbao
(quartier mathias mbaye)**

Description	Marchés
Date d'invitation	14/08/2011
Date de dépôt des offres	22/08/2011
Attributaire	INNOVA TRADING
Date du bon de commande	27/08/2011
Date du contrat	25/08/2011
Montant du marché	23 462 825 F CFA TTC
Date de réception	17/09/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SOGEI 24 430 425 F CFA TTC • T.M. PARTNERS SARL 24 249 826 F CFA TTC • G.C.E.E. 24 728 729 F CFA TTC • MASSAADA ENTREPRISE 24 202 213 F CFA TTC • INNOVA TRADING 23 462 825 F CFA TTC <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Ce marché ne figure pas sur la situation des DRP - La lettre d'invitation envoyée aux candidats sélectionnés ne précise pas les autres candidats mis en concurrence ; - La date de réception des lettres d'invitations envoyées aux candidats sélectionnés n'est pas précisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ;

DRP n° 26 travaux de réhabilitation de la connexion des lacs thiourour et wourouye

Description	Marchés
Date d'invitation	31/05/2011
Date de dépôt des offres	14/06/2011
Attributaire	PAPILLONS
Date du bon de commande	23/06/2011
Date du contrat	21/06/2011
Montant du marché	17 700 000 F CFA TTC
Date de réception	27/07/2011
<p>cinq candidats ont été consultés et cinq ont déposé une offre. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PAPILLONS 17 700 000 F CFA TTC • DAROU HALIMOUL KABIR 18 231 000 F CFA TTC • ETS KEBE ET FRERES 18 585 000 F CFA TTC • TECHN. IND. ET COMMERCIALES 18 108 000 F CFA TTC • SENEGAL ENTREPRISE KAMOU 1 18 054 000 F CFA TTC <p>➤ Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La date de réception des lettres d'invitation envoyées aux candidats sélectionnés n'est pas matérialisée ; - La lettre d'invitation ne précise pas les délais d'exécution ; - La lettre d'invitation n'est pas accompagnée d'un formulaire de soumission, d'un modèle d'instruction aux soumissionnaires et d'un projet de contrat en violation du point 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ; - Il a été constaté l'absence de publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics ; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché en violation de l'article 78-1 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - L'attribution n'a pas été approuvée par la personne responsable du marché ;

6.2. Audit de l'exécution financière

L'exploitation des informations financières fournies par la Comptabilité ne nous permet pas de certifier que les imputations sont afférentes aux marchés sous revue.

LISTE DES MARCHES AUDITES ET OBSERVATIONS

Description	Bénéficiaire	Montant (en F CFA)	Observations (Cf. fiches de projets en annexe)	Commentaire de l'AC
<u>Marchés par Entente Directe (05)</u>				
Travaux de drainage des eaux pluviales de Dalifort vers la mer via des ouvrages de franchissement sous les rails et la route de Rufisque	BOOLOO	449 895 532	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux de drainage des eaux pluviales de Keur Massar village et Aïnoumani	BDTP	598 992 662	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Travaux de réalisation d'un dispositif de pompage et de l'aménagement du Lac Wouye	GECOM INDUSTRIES	818 282 800	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Contrôle et supervision des Travaux de drainage des eaux pluviales vers la mer à Dalifort	GEAI	69 300 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
Contrôle et supervision des travaux de drainage des eaux pluviales, la réalisation de nouveaux canaux et la	GEAI	93 750 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

réhabilitation d'anciens canaux à la SICAP MBAO				
Contrôle et supervision des travaux de drainage des eaux pluviales de Keur Massar village et Ainoumadi vers le lac Mbeubeuss et la forêt de Mbao	GEAI	90 000 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
<u>Demandes de Renseignements et de Prix (26)</u>				
DRP n°1 Travaux de drainage et de pompage des eaux de pluie des quartiers de la commune de Joal	GIE DAROU HALIMOUL KHABIR	23 045 400	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°2 Travaux d'entretien du réseau d'assainissement eaux pluviales de Ngor Virage et de Yoff rahnar	GIE RICHARD	23 676 700	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 03 TRAVAUX OPERATIONS DE POMPAGE ET D'HYDROCURATION DES EUX DE LA CITE FAYCAL VERS LES NIAYES	EDEN	23 010 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

DRP n° 04 Travaux de réalisation de tranchées drainantes au quartier Darou Salam 4 YEMBEUL Nord dans le cadre du Plan Jaxaay	GIE JAPPANTE	18 411 363	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 05 Travaux d'entretien et de curage du canal de l'ENA	HABITAT MATERIAUX	22 862 500	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 06 Opération de Pompage du lac Thiourour et d'hydro curage de zones inondées de quartiers de Pikine, Guédiawaye et Keur Massar	GROUPOO SARL	14 809 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 07 Travaux De Réalisation De Fosses Drainants, Remblais Et Pose de Passerelles dans La Commune d'arrondissement de Tivaouane Diack Sao Km 16 Route de Rufisque	GPS	22 631 928	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°08 TRAVAUX DE DRAINAGE ET D'EVACUATION DES EAUX PLUVIALES A TIVAOUANE PEULH	SENEGAL SALUBRITE SELLAL	24 308 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

DRP n° 09 TRAVAUX DE REALISATION DE FOSSES DRAINANTS, REMBLAIS ET POSE DE PASSERELLES DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE TIVAOUANE DIACK SAO KM 16 ROUTE DE RUFISQUE	SEYSOU SOUGOU SERVICES	24 381 160	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°10 TRAVAUX DE REALISATION DE DRAINAGE ET DE POMPAGE DES EAUX DE PLUIE DES QUARTIERS DE LA COMMUNE DE DAGANA DANS LE CADRE DU PLAN JAXAAY	GIE DAROU HALIMOUL KHABIR	23 033 600	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°11 TRAVAUX DE REALISATION DE FOSSES DRAINANTS, REMBLAIS ET POSE DE BUSES ET DE PASSERELLES, DIGUES DE PROTECTION EN SACS DE SABLE DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE MBAO	GPS	24 339 624	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°12 TRAVAUX DE POMPAGE ET FOURNITURE DE PRODUITS PHYTOSANITAIRES A LA CITE MILLIONNAIRE	DAROSA	19 265 860	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

DRP n° 13 TRAVAUX D'ENTRETIEN DU CANAL DU CICES ET DE REALISATION DE BASSIN ET DE CANAUX DE DRAINAGE D'EAUX PLUVIALES A OUEST FOIRE	DABAKH CONSTRUCTION	24 309 180	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°14 TRAVAUX DE FAUCARDAGE DE LA MARE DES MARISTES, DE CONSTRUCTION DE DALLES POUR MOTOPOMPES ET D'OUVRAGES DE FRANCHISSEMENT SOUS CHAUSSEES DU 25 MAI 2011	DABAKH CONSTRUCTION	23 682 600	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°15 TRAVAUX DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE KEUR MBAYE FALL	7 SEVEN SARL	23 718 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°16 TRAVAUX DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES PAR LA REALISATION DE TRANCHEES ET LE POMPAGE DES POINTS BAS A SICAP MBAO DANS LE CADRE DU PLAN JAXAAY	LES 3 TAMARINS	24 139 850	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°17 TRAVAUX DE DEMOLITION	GIE SEVICE PLUS	22 839 140		

D'IMPENSES ET DE PUGES DE POINTS BAS A MEDINA GOUNASS			NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°18 TRAVAUX DE CURAGE ET D'ENTRETIEN DU CANAL DE L'ASECNA A NGOR	AFCOP SUARL	23 010 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n°19 TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA STATION ET DU BASSIN DE LA ZONE DE CAPTAGE	OZE SUARL	21 035 860	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 20 TRAVAUX DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE THIAROYE GARE COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE THIAROYE GARE	M M ENTREPRISE	21 181 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 21 TRAVAUX DE REALISATION D'UN DRAIN ET DE REMBLAIS AU QUARTIER BIAFRA DE THIAROYE GARE DANS LE CADRE DU PLAN JAXAAY	OZE SUARL	19 950 850	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 22 TRAVAUX DE REALISATIONS DE TRANCHEES DRAINANTES DES EAUX PLUVIALES	UNIVERS SERVICES	19 118 950	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

DE KEUR MBAYE FALL				
DRP n° 23 TRAVAUX DE DRAINAGE ET DE POMPAGE DES EAUX PLUVIALES A YEUMBEUL BENE BARAQUE ET GAZON	LIN SHI INTERNATIONAL	19 470 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 24 TRAVAUX DE REALISATION DE TRANCHEES DRAINANTES ET POMPAGE DE POINTS BAS A YEUMBEUL MALIKA	GIE DENDEYE	17 700 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 25 TRAVAUX DE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES DE DIAMEGUENE SICAO MBAO (QUARTIER MATHIAS MBAYE)	INNOVA TRADING	23 462 825	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	
DRP n° 26 TRAVAUX DE REABILITATION DE LA CONNEXION DES LACS THIOUROUR ET WOUROUYE	PAPILLONS	17 700 000	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL	

6.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Pour des raisons de défaut de fiches d'immobilisations et d'informations financières et comptables disponibles, nous émettons des réserves sur la matérialité des dépenses effectuées par le PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique.

VII. RECOMMANDATIONS

7.1. Recommandations sur le dispositif des marches

- Remédier aux omissions relevées dans l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des Marchés ;
L'Arrêté n° 000314/MHCH/DAGE du 5 janvier 2011 doit désigner de façon nominative le représentant du Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les bidonvilles et le suppléant qui doivent signer la déclaration relative à la Charte d'Ethique et de Transparence, conformément aux articles 35 à 38 du Décret n°2010-1188 du 13 septembre 2010 portant Code des marchés Publics et à l'arrêté n° 011588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités contractantes ;
- La Cellule de passation des marchés doit établir avant le 31 mars de chaque année le Rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics ;
- Rappeler aux différents intervenants de la chaîne de passation des marchés, leurs attributions respectives et les limites de leur champ d'intervention.
- Mettre en place un registre des marchés numéroté, paraphé et daté.

7.2. Recommandations relatives aux marchés

7.2. 1. Recommandations relatives aux Marchés par entente directe

- Nous recommandons de respecter les dispositions de l'article 76-2 du Décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés Publics, sur la procédure à suivre en cas d'urgence impérieuse, suite à un rejet de la DCMP et une notification du Premier Ministre ;
- Nous recommandons de joindre les références de la lettre de rejet émise par la DCMP, la saisine du Premier Ministre par l'Autorité contractante et la correspondance du Premier Ministre qui certifie par notification écrite à l'ARMP que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement, conformément à l'article 76-2 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés publics ;

- Par ailleurs, nous recommandons de soumettre les entreprises à un contrôle spécifique des prix durant l'exécution des prestations, conformément à l'article 76-7 du décret 2011-04 du 6 janvier 2011 portant Code des Marchés publics ;
- En outre, nous recommandons à l'autorité contractante d'obliger les titulaires de marchés à souscrire les polices d'assurance requises, conformément à la clause 7.3 du CCAG ;
- Enfin, nous recommandons de procéder aux réceptions provisoire et définitive, en établissant des procès-verbaux, conformément aux clauses 41 et 42 du CCAG.

7.2. 2. Recommandations relatives aux DRP

Nous recommandons de prendre connaissance et d'appliquer les dispositions du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics et de la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix, notamment sur les points ci-dessous indiqués :

- Les prescriptions techniques ;
- Les critères de qualification ;
- Le formulaire de soumission et le modèle d'instructions aux soumissionnaires ;
- Les lettres matérialisant l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues ;
- La publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- La signature des procès-verbaux par l'ensemble des membres de la Commission des marchés.

Par ailleurs, nous recommandons que la notification de l'attribution soit signée par la Personne Responsable de Marchés.

7.2.3. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents en matière de passation des marchés

Nous recommandons de prévoir un programme spécifique de renforcement des capacités de tous les responsables impliqués dans le processus de préparation, de passation et d'exécution des marchés publics, avec des modules différenciés intéressant la Personne responsable des marchés, la Commission des marchés, la Cellule de passation des marchés, les Gestionnaires de crédits, les Comptables matières et les Agents commis à l'archivage, à travers des appuis réguliers et des sessions de formation.

7.2.4. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

Elaborer au niveau de la Cellule de passation des marchés un système d'archivage opérationnel intégrant les documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés

VIII. ANNEXES

**ANNEXE 1 :
REPARTITION ECHANTILLON**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	Nombre	Montant
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	-	-
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	
Prestation Intellectuelle (PI)	3	253 050 000
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	48	957 404 743
Entente Directe (ED)	6	2 968 870 119
Convention	-	-
TOTAL	57	4 179 324 862

Nous avons constaté que les trois marchés de prestations intellectuelles annoncés dans les statistiques transmises par le Coordonnateur du Projet, n'ont pas été mis à notre disposition.

Les six marchés par entente directe ont été passés en revue.

54,16 % des marchés sur DRP, ont été passés en revue, ce qui correspond à 26 marchés sur un total de 48.

Toutefois, nous émettons des réserves sur l'exhaustivité des marchés présentés par le PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX ET DE LUTTE CONTRE LES BIDONVILLES du Ministère de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique, du fait des recoupements suivants, que nous avons effectués sur des demandes d'avis adressées à la DCMF alors que les marchés principaux ne figurent pas dans les statistiques transmises par le Projet. Il s'agit des deux avenants suivants :

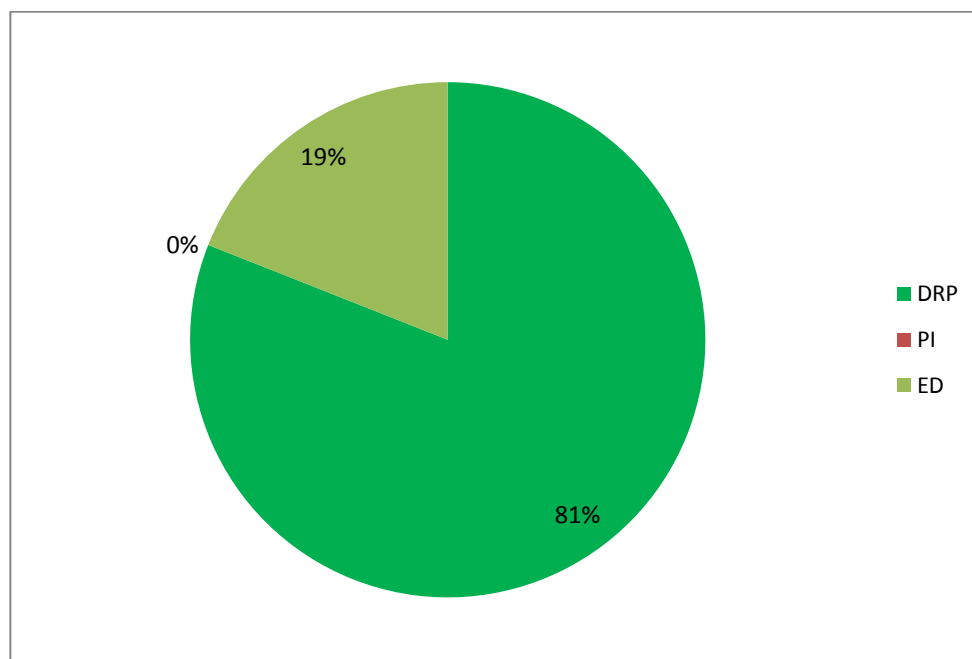
- **Avenant accordé par la DCMP alors que le marché afférent ne figure pas dans les statistiques transmises**

Par lettre N° 001067 MEF/DCMP/5 du 9 mars 2012, la DCMP a donné son ANO pour un avenant de 51 860 410 F CFA TTC avec l'entreprise DA ROSA, attributaire du marché T/0349/11 du 21 avril 2011, concernant la réalisation d'un réseau gravitaire entre le bassin de Wakhinane Nimzath et le lac Tiourour

- **Avenant dont la demande a fait l'objet d'échanges avec la DCMP alors que le marché afférent ne figure pas dans les statistiques transmises**

Par lettre N° 001582 MEF/DCMP/10 du 1^{er} avril 2012, la DCMP demande des informations complémentaires avant de donner son avis sur le projet d'avenant de 129 916 033 F CFA, en rapport avec le marché N° T 0830/11 du 11 août 2011 avec l'entreprise HABITAT pour un montant de 623 635 074 F CFA, relatif aux travaux de drainage des eaux pluviales de SICAP MBAO par la réalisation de caniveaux, suite à l'autorisation du PM N° 00281/PM/SGG/SP du 16 mars 2011, de passer un marché par entente directe.

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



**ANNEXE 2 :
SEUILS DE PASSATION**

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	4 0 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	4 0 000 000	350 000 000

ANNEXE 3 :
REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



000525 MRAZI/PCLSLB/DAF/SP

Dakar, le 26 JUIN 2013



Objet : Observations sur rapport provisoire ARMP 2011.

Monsieur l' associé- gérant.

J'accuse réception du rapport provisoire relatif à la revue annuelle de l'ARMP sur la conformité des procédures de passation des marchés passés par le projet de construction de logements sociaux et de lutte contre les bidonvilles au titre de la gestion 2013.

1- Exhaustivité de l'arrêté portant nomination des membres de la commission

La commission des marchés est instituée par les articles 35 et suivants de la section 4 du décret n° 2007-545 du 25/04/2007 repris avec les mêmes références dans le décret 2010- 1188 du 13 septembre 2010 portant code des marchés.

Elle est composée de représentants de l'autorité contractante dont le nombre et les modalités de désignation sont déterminés par l'arrêté n° 011588 du 28/12/07.

L'article 2 de cet arrêté, en son point a, fixe le nombre à trois(03) représentants pour l'Etat dont le président, un autre membre et le responsable du service maître d'œuvre ou son représentant.

S'il est facile de désigner nommément le président et l'autre représentant de l'autorité contractante au moment de prendre l'acte, il l'est moins pour le représentant du service maître d'œuvre qui change d'un marché à l'autre et d'une structure à l'autre.

En effet, le Ministère comptait plus d'une vingtaine de services et chaque service envoyait le chef du projet qui a initié le marché et un chef de service coordonne chacun plusieurs projets et des fois le chef du projet envoie des représentants différents suivant la spécificité du marché.

S'il faut mettre tous les chefs de projet et leurs représentants et suppléants de tous les services du grand Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, on ferait un arrêté « kilométrique » et insensé qui ne sied pas à l'esprit du texte.

- 2- Dans les statistiques transmises par le Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les Inondations et les Bidonvilles, il y'a bien trois marchés de prestations intellectuelles passés par entente directe (page 10).

Il s'agit de :

❖ Contrat SACI : N°C 0378/11 approuvé le 05 mai 2011

Contrôle et la supervision des travaux de drainage des eaux pluviales, la réalisation de nouveaux canaux et la réhabilitation d'anciens canaux à la SICAP MBAO d'un montant de : Quatre Vingt Treize Millions Sept Cent Cinquante mille (93.750.000) Francs CFA TTC.

Paiements effectués :

Facture n°01 : 21 667 500 FCFA TTC.

Chèque TRESOR N°0075912 du 08/02/2012 de 17 278 913 FCFA NET A PAYER.

Facture n°02 : 21 667 500

Chèque TRESOR N°0075938 du 14/03/2012 de 17 278 913 FCFA NET A PAYER.

❖ Contrat GEAI : N°0377/11

Contrôle et la supervision des travaux de drainage des eaux pluviales vers la mer à Dalifort d'un montant de : Soixante Neuf Millions Trois Cent Mille (69 300 000) Francs CFA.

Paiements effectués :



Décompte n°01 : 27 720 001 FCFA TTC.

Chèque TRESOR N°1356588 du 17/08/2011 de 20 026 526 FCFA NAP.

Décompte n°02 : 16 632 000 FCFA TTC.

Chèque TRESOR N°0075988 du 15/06/2012 de 14 094 915 FCFA NAP.

❖ Contrat GEAI : N°0376/11

Contrôle et la supervision des travaux de drainage des eaux pluviales de Keur Massar Village et Ainoumadi vers le lac Mbeubeuss et la forêt de Mbao d'un montant de : Quatre Vingt Dix Millions (90.000.000) Francs CFA TTC.

Paielements effectués :

Décompte n°01 : 36 000 000 FCFA TTC.

Chèque TRESOR N°1356587 du 17/08/2011 de 17 278 913 FCFA NAP.

Décompte n°02 : 27 000 000 FCFA TTC.

CHQ TRESOR N°0075924 du 17/02/2012 de 3 389 831 FCFA NAP.
(avance/décompte n°02)

Chèque TRESOR N°0075924 du 17/02/2012 de 19 491 525 FCFA NAP.
(Solde/décompte n°02).

3- Il y'a pas de dépassement de paiement sur le contrat C 0377/11 de GEAI ; le montant du contrat est de 69 300 000 FCFA TTC et le montant cumulé des paiements s'élève à 44 352 000 TTC. (Page 32) Cf. détails de paiement effectués.

4- A la page 33 l'attributaire est l'entreprise SACI et non GEAI.

5- A la page 34, il a été relevé que l'autorisation du PM de passer un marché par entente directe a été accordée à l'entreprise BET GAI alors que le marché est passé avec le cabinet GEAI.

Il convient de préciser que c'est le cabinet BET GAI qui est devenu GEAI suite à un changement de statut.

6- A la page 74, il est fait état de marchés non transmis par le Projet de Construction de Logements Sociaux et de Lutte contre les Inondations et les Bidonvilles notamment DAROSA et HABITAT.

Ces deux (2) contrats ont été bien transmis au consultant et font partie des neuf passés par entente directe dans les statistiques.

Le contrat d'EGX n'a pas été mentionné dans le rapport alors qu'il a été aussi transmis.

Par ailleurs, il faudra aussi rappeler que tous les contrats transmis dans les statistiques concernent des travaux de prévention et de gestion des inondations.

Ce volet inondations qui faisait partie des missions du PCLSLB a été transféré au mois de juillet 2012 au ministère de l'hydraulique et de l'assainissement.

Par conséquent, c'est des contrats en cours d'exécution qui sont transmis et il n'a pas eu de réception provisoire.

Veuillez croire, **Monsieur l'Associé- Gérant**, l'assurance de ma considération distinguée.

A

Monsieur le Gérant- associé
Du Cabinet GMS.
Liberté, extension, en face Camp Leclerc.

DAKAR-/-



AMADOU F. CANAR DIOP